



A l'attention de Marie-Christine Bagnati,  
Ministère de l'Ecologie du Développement Durable des Transports et du Logement  
Commissariat Général du Développement Durable  
DRI/CR  
Tour Voltaire bureau 4-43  
92055 La Défense Cedex

Paris, le 26 octobre 2011

**Rapport final du projet « Co-construction des savoirs et des décisions dans la recherche : l'exemple de la sélection participative en agri-environnement » ,  
Numéro de convention de subvention 10-MUTS-REPERE-2-CVS-011  
Projet porté par la Fondation Sciences Citoyennes en partenariat avec le Réseau Semences Paysannes**

**Contexte du projet :**

Une des suites du Grenelle de l'environnement fut la mise au point du programme REPERE - Réseau d'échange et de projets sur le pilotage de la recherche et l'expertise par le Ministère de l'Ecologie. Ce programme, lancé en octobre 2009 sur une durée de 3 ans, vise à « accompagner une réforme durable du pilotage de la recherche et de l'expertise en y intégrant la participation des ONG ». Un appel à projets a été lancé fin 2009, en insistant sur l'importance du « fondement de la crédibilité de l'énoncé scientifique ainsi que sur les facteurs de confiance et les procédures d'alerte » ou sur la « diversification des points de vue notamment par la consultation de la société civile pour définir, conduire ou évaluer les programmes de recherche appliquée ».

La proximité des termes du programme, à savoir expertise, participation citoyenne, partage d'expérience – si ce n'est leur similitude – avec la mission de la Fondation Sciences Citoyennes a fortement motivé la FSC à partager avec ses amis chercheurs et paysans la nécessité de répondre à une telle offre : porter un projet sur 10 mois, dont l'innovation soit le maître mot, et qui permette d'apporter des ressources nouvelles au pilotage de la recherche et de l'expertise sur le développement durable par l'association des ONG à cette gouvernance.

Le projet a été pensé par la FSC qui a ensuite sollicité le Réseau Semences Paysannes et l'association BEDE (Biodiversité : Echanges et Diffusion d'Expériences). FSC et RSP avaient auparavant travaillé ensemble sur des projets. Par ex. Science Technology And Civil Society (STACS) en 2007, Cooperative Research on Environmental Problems (CREPE) in Europe en 2010. Les associations BEDE et PEUV (Pour l'Emergence d'une Université du Vivant) furent ensuite associées au projet. Les chercheurs associés au projet ont été contactés au fur et à mesure du montage. Les chercheurs impliqués dans la sélection participative sont très peu nombreux en France : ils travaillent principalement à l'INRA, beaucoup sont en génétique et sont majoritairement des femmes. Deux (les nommer?) des chercheurs associés l'ont été très rapidement car font partie du conseil d'administration de la FSC. C'est de cette manière qu'une des actions du projet, le suivi d'un projet de sélection participative en cours, a été proposée par Isabelle Goldringer.

Une équipe de 4 personnes, ou comité de pilotage, s'est constituée et a travaillé régulièrement ensemble pendant toute la durée du projet. Il s'agit de Claudia Neubauer, directrice de FSC et coordinatrice du projet, Patrick de Kochko, coordinateur du RSP et animateur du groupe blé, Bob Brac de la Perrière, coordinateur des programmes de l'association BEDE (association membre du RSP) et Bérangère Storup, chargé de projet recrutée sur toute la durée du projet (novembre 2010 - août 2011). C'est un des atouts majeurs de ce comité de coordination : les expertises, expériences et caractères des uns et des autres se sont combinés et ont ainsi permis que les décisions soient prises à 4 voix à chaque action du projet. De par l'embauche d'une



salariée sur le projet grâce au financement accordée par le Ministère de l'Ecologie, FSC a été le partenaire le plus impliqué dans le projet, tant au niveau de mise en œuvre que dans sa valorisation.

La collaboration n'a pas été constante tout au long du projet : elle s'est caractérisée par des accélérations en fonction du calendrier défini par les 3 événements du projet. La chargée de projet étant « la cheville ouvrière » du projet, elle a souvent sollicité les différents partenaires en fonction des besoins pour faire avancer le projet. Elle a été soutenue tout au long du projet par la coordinatrice.

### Les thématiques du projet :

Le projet porte sur des expériences de recherche participative en sélection variétale en agriculture, ou sélection participative. Ainsi, des **expériences en matière de sélection participative** sont menées en France depuis 10 ans. Elles portent sur des variétés paysannes de blé tendre et blé dur, fourragères, choux, potagères, tournesols et maïs. Dans ces expériences, des paysans, des chercheurs de l'INRA, des techniciens, ainsi que des consommateurs, des transformateurs, des distributeurs ou des ONG, s'associent pour développer et évaluer de nouvelles variétés de semences. Cette gestion dynamique de la biodiversité agricole (biodiversité cultivée) s'inscrit dans une perspective de maintien de celle-ci et dans une volonté d'autonomie paysanne, dans un contexte où le secteur semencier est soumis à de fortes pressions de la part des industries semencières pour s'assurer le monopole du marché, accroître la dépendance des agriculteurs aux intrants chimiques, et par là même imposer une agriculture productiviste telle qu'on l'a vue se développer depuis les années 60.

Avec la sélection participative, le paysan redevient acteur, sélectionne dans ses champs, en fonction de ses besoins, de ses attentes, afin de permettre l'évolution d'une variété appropriée à ses pratiques culturales - une agriculture biologique ou paysanne, faible en intrants - et à son terroir. Des « variétés-populations », génétiquement peu homogènes, issues de croisement ou de mélange, sont semées à la ferme et évaluées. Cette démarche privilégie autant la diversité dans l'environnement physique (sol, climat), dans les champs (micro organismes, flore et faune sauvages...), qu'à la ferme (pratiques culturales, systèmes agricoles). **Il s'agit d'un autre rapport au vivant.** Ces expériences s'inscrivent dans un processus de co-construction des savoirs, de co-valorisation des connaissances, le chercheur apportant dans le projet un protocole, des méthodes, des moyens d'analyse. Chercheurs et paysans sont réellement partenaires et non plus dans une relation de hiérarchie des savoirs. Les chercheurs jusque là associés à de tels projets sont (très) peu nombreux et travaillent souvent au sein de l'INRA.

L'appel à projet du Ministère a bien souligné que l'importance de la légitimité et du partage des savoirs, de la pertinence de l'expertise, étaient des notions à mettre en avant dans un projet de co-construction. Comment faire pour qu'un dispositif tienne compte de tous ces enjeux ? La question initiale du projet porté « Co-construction des savoirs et des décisions dans la recherche... » vise à favoriser et valoriser des expériences de partenariat dans la recherche, entre chercheurs, associations et citoyens, en matière de recherche agronomique à travers la sélection variétale, pour favoriser une agriculture durable respectueuse de l'environnement et d'une alimentation saine. L'exemple de la sélection participative permet d'illustrer ces questionnements. Ce projet permet ainsi de lier plusieurs thématiques interdépendantes : l'agriculture et l'environnement, la recherche participative et les processus démocratiques, l'expertise et la construction de savoirs. Le projet a été motivé par plusieurs questions globales.

- Quelles nouvelles formes de partenariats entre chercheurs, associations et citoyens ?
- Quelle intervention des organisations de la société civile, notamment de paysans, sur les orientations de la recherche, des protocoles de recherche et l'évaluation de l'excellence



scientifique ?

- Comment et avec qui définir des thèmes et des protocoles de recherche plus conformes aux exigences d'une agriculture durable respectueuse de l'environnement et d'une alimentation saine ?
- Comment les scientifiques pourraient-ils accompagner les paysans dans leurs propres démarches d'innovation ?
- Quelles conclusions à tirer des expériences des partenaires impliqués dans le projet ?
- Quels outils d'expertise pour évaluer l'impact à long terme (durabilité) des différentes méthodes et systèmes existants ?

Ces thématiques s'inscrivent dans plusieurs des défis de la Stratégie nationale de développement durable.

- Le projet, en contribuant à favoriser et à intégrer différentes formes de savoirs dans les programmes de recherche participatifs, s'inscrit fortement dans le premier défi intitulé « Société de la connaissance », qui vise un développement et un soutien de la connaissance, notamment pour « préparer le futur citoyen à comprendre, à intégrer la complexité des relations entre le social, l'économique, le culturel et l'environnemental et à agir ». Ce défi vise également une « implication des chercheurs et des citoyens dans un dialogue public et responsable ».
- L'analogie entre le défi « Gouvernance », visant à « favoriser la participation du public à la prise de décisions ayant des incidences sur l'environnement notamment dès le début d'une procédure d'aménagement » et le projet par la stimulation de partenariats entre associations, chercheurs et citoyens dans le domaine de l'agriculture permet de démontrer la contribution du projet à la SNDD.
- Les semences paysannes mises au point dans le cadre de projets de sélection participative s'inscrivent au cœur de pratiques favorisant des agricultures biologiques, paysannes, mais surtout locales et ancrées dans des circuits courts de production, de commercialisation et de consommation, le plus généralement. Elles s'adaptent naturellement au terroir dans lequel elles poussent, au contraire des semences modernes homogènes qui impliquent d'adapter les sols et pratiques culturelles aux variétés semées. Cette adaptation au territoire est un des objectifs du défi « Changement climatique et énergie ».
- Parce qu'elles favorisent l'accroissement de la biodiversité cultivée, les semences paysannes contribuent largement au défi de la SNDD intitulé « conservation et gestion durable de la biodiversité et des ressources naturelles ».

**L'analyse du déroulement du projet :** le projet peut être analysé à deux niveaux

- L'un considère les partenaires, FSC, RSP, ainsi que les chercheurs associés dans leurs interactions pour la mise en place et le bon déroulement du projet (organisation, communication, etc).
- L'autre consiste à décrire les processus à l'oeuvre (blocages constatés, avancées majeures) au cours du projet et qui concernent les acteurs (chercheurs, paysans, animateurs) directement impliqués dans la sélection participative. FSC, dans ce cadre-là, a strictement un rôle d'observateur et d'analyste : en créant des événements, ou en analysant des projets de sélection participative.



## Déroulement du projet :

### 1. Les actions qui ont été réalisées :

Un **premier séminaire** réunissant chercheurs, paysans et personnel technique a eu lieu à Angers le 8 et 9 février 2011. Il a été l'occasion de revenir sur les diverses expériences de sélection participative auxquelles chacun d'entre eux a participé, d'en tirer des analyses et de formuler une méthodologie des processus participatifs afin d'encourager le développement de ce genre d'initiatives. Il a réuni 33 personnes, dont 9 chercheurs (INRA et CNRS), 10 paysans et 14 animateurs-techniciens ou coordinateurs, qui se sont réunis autour d'un espace d'échange commun et d'analyses partagées pour revenir sur les différents projets de sélection participative qu'ils ont initiés en France au cours de ces dix dernières années. En effet, 9 projets de sélection participative qui ont eu lieu au cours des 10 dernières années ont été présentés. Les discussions ont porté sur les différents éléments d'un projet de sélection participative, à savoir la place de la plante et des différents acteurs (le rapport au vivant), les bases éthiques et le code de conduite dans un projet en partenariat, la co-construction d'une connaissance nouvelle ainsi que la mutualisation des résultats. Différentes recommandations ont été émises, comme le rôle prépondérant de l'animateur et l'importance qu'un projet s'inscrive dans la durée. Il a été beaucoup question de la difficulté de faire coïncider un projet déjà construit et en attente de financement avec les appels à projets au niveau européen ou national ainsi que du décalage de temporalité entre les obligations des chercheurs (durée d'une thèse, période financée) et celles des paysans, plus saisonnières mais moins limitées dans le temps.

Les débats ont été riches et les échanges nombreux. Beaucoup des participants se connaissaient déjà (majoritairement des personnes très impliquées dans le Réseau Semences Paysannes), ce qui a rendu l'évènement très convivial et en même temps a permis que les différents aspects de la question soient abordés sans retenue. Les co-organisateur du RSP et de BEDE nous ont confirmé que ce séminaire, en permettant un retour sur des expériences de manière approfondie, signifiait une étape très importante de futurs projets en sélection participative. C'est dans cet événement que l'association BEDE a été le plus impliquée, essentiellement dans l'organisation, l'animation et la restitution du séminaire. Cet événement a défini la trajectoire au projet : la vision des paysans pour la recherche a été clairement consolidée à Angers. Chercheurs et paysans se sont écoutés pour définir des principes communs, ce qui constituait une base pour le deuxième séminaire du 24 mai à l'attention des chercheurs qui a été fortement orienté par les discussions du séminaire d'Angers. Ces échanges ont permis d'affirmer la nécessité de bouleverser les paradigmes existants, pour inventer une autre manière de faire de la recherche.

Le séminaire d'Angers a donné lieu à l'écriture d'un livret qui n'était pas prévu dans le cadre du projet. Ce livret reprend les éléments abordés de manière réflexive en tentant de donner des pistes d'orientation et de définir par exemple les acteurs essentiels aux processus de recherche participative. Il présente les différentes expériences de sélection participative qui ont été menées en France et ailleurs et les contextualise dans un mouvement de réappropriation par les paysans de la sélection des semences et des savoirs qui leurs sont liées. Ces expériences permettent de dégager des grandes lignes d'orientation de la recherche participative. Ce livret est à l'attention des acteurs débutants – ou pas – en recherche et sélection participative, chacun pouvant y trouver les éléments dont il a besoin pour orienter ses pratiques et s'impliquer au mieux dans un projet de recherche participative. La réussite de projets de recherche participative suppose de ne pas privilégier seulement les expériences techniques, mais également les dimensions sociales et éthiques. Les acteurs qui cheminent ensemble partagent un projet de société et le chercheur est avant tout un citoyen et le paysan n'est plus un simple objet de recherche.

**Le deuxième séminaire du projet**, « La vision paysanne de la recherche participative. Comment co-construire et mutualiser les connaissances sur les plantes ? », a eu lieu le mardi 24 mai à l'AgroParisTech, à



Paris. Il avait pour objectif de réunir des chercheurs de diverses disciplines (agronomie, écologie, génétique, sciences sociales et humaines...) en ciblant spécifiquement des chercheurs intéressés mais pas encore impliqués dans des processus de co-production des savoirs. Il visait également à questionner les objectifs et méthodes de la recherche publique ainsi que la gouvernance des institutions de recherche publique. En plus de présenter des projets de recherche participative (dont la sélection participative), il visait à favoriser les échanges autour de la vision paysanne de la recherche produite par les paysans du Réseau Semences Paysannes suite à leurs expériences dans les programmes de sélection participative conduits avec des chercheurs de l'INRA au cours des dix dernières années en France (blé tendre et dur, haricots, fourragères, choux, maïs, autres potagères). Les retours sur ces expériences se sont basés en partie sur le premier séminaire organisé à Angers en février 2011 et ont servi, avec les présentations des autres expériences et visions au sein de l'INRA, de bases aux discussions.

Une cinquantaine de chercheurs étaient présents dont beaucoup de jeunes thésards et post-doc. Nombreux sont ceux qui ont souligné l'importance d'organiser un séminaire sur la recherche participative dans un haut lieu de l'agronomie, montrant ainsi une évolution de la recherche publique en France vers une meilleure prise en compte des partenaires de la recherche, des acteurs de terrain. Intervenants du département SAD, du RSP et chercheurs d'autres départements ou instituts de recherche ont discuté des critères pour définir l'excellence scientifique et des connaissances scientifiques qu'ils sont en train de produire, du rôle des sciences humaines et sociales dans les programmes locaux, nationaux, et européens (par exemple, elles sont souvent relayées à un second plan, et souvent pour accompagner l'introduction des nouvelles technologies), des rencontres humaines, des rencontres hommes-plantes, du chercheur « compagnon », des conditions dans lesquelles évoluent la recherche participative, mais aussi de la difficulté de faire de la recherche participative, du lock-in technologique, de la grande hétérogénéité des savoirs scientifiques et des savoirs paysans, de la façon de formaliser - ou non - les relations de partenariat, autour des concepts et théories – pragmatisme, positivisme, etc. L'après-midi, des thématiques inhérentes à la sélection participative ont été présentées puis discutées : la place de la plante et des différents acteurs, les bases éthiques et le code de conduite (la conception de l'agriculture et du partenariat), les conditions de co-construction de connaissances nouvelles, la mutualisation des résultats (le cadre juridique).

Le **mardi 14 juin** a eu lieu à **Rennes le Forum Recherche agricole – Projet de société**, organisé par la Fondation Sciences Citoyennes, en partenariat avec le Réseau Semences Paysannes, et avec le soutien du Codespar. Il visait à mobiliser des acteurs bretons – mais pas seulement – chercheurs, membres de collectivités locales, d'associations, du secteur privé, paysans et citoyens, autour du lien entre agriculture, recherche et approches participatives. Il souhaitait donner une plus grande place à une agriculture plus respectueuse de l'environnement et favorisant les circuits courts. Ouvert à toutes et tous, il a eu pour objectif de sensibiliser les chercheurs, citoyens et acteurs du monde agricole aux questions entourant l'implication des ONGs dans les projets de recherche et dans les processus décisionnels en matière de programmation de la recherche. Le forum a réuni environ 130 personnes, de provenance géographiques et professionnelles variées. Différents projets ayant un ancrage territorial en Bretagne ont été présentés lors d'ateliers et de tables-rondes. La réussite de nombre de ces expériences est liée à la diversité des acteurs qui les composent, notamment à travers les partenariats institutions-citoyens-chercheurs. Les différents ateliers ont permis d'aborder des thématiques variées et s'intitulaient :

- « la co-construction des savoirs : reconnaissance et rôle d'autres types de savoirs »
- « les circuits courts – produits locaux et politiques locales »
- « l'expertise : interrogations sur les fondements de l'expertise scientifique »
- « quelle innovation au service du citoyen ? Recherche publique et propriété intellectuelle : les





dérives dans la recherche publique »

- « la construction sociale autour de l'autonomie semencière »
- « la mutation du modèle agricole en Bretagne ? »

Nous avons également effectué le suivi d'un **projet de sélection participative en cours sur le blé tendre**. Le travail entre les paysans du Réseau Semences Paysannes et l'équipe des chercheurs de l'INRA-Moulon se construit depuis plusieurs années, et s'inscrit désormais au sein du projet européen Solibam. L'utilisation d'outils sociologiques a permis de mettre au point un questionnaire détaillé. Plusieurs entretiens semi-directifs ont donc été réalisés avec des paysans, chercheurs ou personnel technique afin de mieux comprendre les interactions entre les différents acteurs et d'établir le décryptage d'un tel projet : Qui sont les différents acteurs ? quels sont leurs interactions ? Quels sont leurs objectifs, mutuels et personnels ? Quelles sont les contraintes ? Etc. Ils sont la base d'une analyse sociologique. En analysant d'un point de vue extérieur une réalité de terrain, au niveau micro, elle vise à permettre aux différents acteurs de prendre du recul par rapport à un projet sur lequel ils travaillent depuis des années et de mieux comprendre les implications et liens des uns et des autres. Ce travail s'est imbriqué à l'analyse de Patrick de Kochko, coordinateur du RSP et animateur du groupe blé du RSP. Il est impliqué dans le projet depuis ses débuts. Le document produit établit quelques recommandations pour guider les acteurs déjà impliqués pour le futur et favoriser la constitution d'autres projets en recherche/sélection participative par le repérage d'outils méthodologiques à systématiser.

Nous avons également écrit un **livret à l'usage des chercheurs** qui développe des réflexions sur de diverses questions : Qu'est-ce que l'excellence scientifique et quels critères pour l'établir ? Comment se construisent les carrières scientifiques - sur quels résultats, sur quels partenariats ? Comment les profanes peuvent-ils devenir des experts ? Comment et avec qui définir les grandes directions de la recherche ? La recherche entre marchandisation et innovation sociale - à quels besoins doit elle répondre ? Comment organiser la recherche si on accepte que la société civile s'en mêle ? Qu'est-ce que la recherche a à gagner des partenariats avec des organisations de la société civile ? Quelle responsabilité sociale et environnementale de la recherche, des chercheurs ?

Au fond, le livret pose donc la question du comment être un chercheur épanoui, libre et responsable au XXI<sup>e</sup> siècle ? Sans avoir ni vocation ni prétention à l'exhaustivité, le livret souhaite apporter sa pierre au débat actuel sur la recherche publique. Concrètement, il propose une courte présentation de la situation actuelle, des pistes de réflexion et présente des exemples de travaux menés loin des autoroutes du modèle dominant de recherche. Il inclut également des informations concrètes - lectures, contacts - pour ceux qui souhaitent aller plus loin.

Le livret s'appuie à la fois sur les projets, réflexions et actions menées par la Fondation Sciences Citoyennes et sur des entretiens menés auprès de chercheurs du CNRS, de l'INSERM, de l'INRA, du Muséum National d'Histoire Naturelle, et des universitaires. Directeurs de recherche, directeurs de laboratoires, professeurs, post-doc, jeunes chercheurs récemment recrutés, chargés de recherche - les chercheurs interrogés travaillent dans différentes villes françaises et sont spécialistes de disciplines variées, allant de la biologie à l'électronique en passant par la santé, la sociologie, la géologie, l'histoire ou encore la philosophie, l'écologie et l'agronomie.

### **La trajectoire du projet :**

Dans la trajectoire du projet, le premier séminaire a permis de revenir sur les expériences et de revenir de façon théorique avec des acteurs de la sélection participative sur les orientations qu'ils souhaitaient donner



aux projets dans lesquels ils s'impliquent. Les propos échangés lors de ce séminaire ont servi de référence pour l'orientation des autres évènements ; ils ont également servi à alimenter les travaux d'analyse produits dans le cadre de ce projet REPERE. Chaque événement tient sa suite logique du précédent, et alimente le suivant. La cohérence était pour nous, organisateurs, importante pour expliquer aux participants ce que nous attendions de chaque événement. Cette cohérence nous a permis aussi de pouvoir analyser les processus à l'œuvre. Le deuxième séminaire visait à ouvrir les débats à d'autres chercheurs potentiellement complices de cette vision paysanne plus ouverte et plus radicale de la recherche telle que définie à Angers. Le forum a permis d'ouvrir encore plus largement le panorama puisqu'il était ouvert à tout public désireux de mieux connaître des projets de partenariats dans la recherche en agriculture. Il visait les échanges entre praticiens, chercheurs, citoyens, membres de collectivités locales, autres structures, etc. Le livret sur les visions paysannes s'est appuyé sur des expériences multiples, mais il a surtout été nourri par les échanges du séminaire d'Angers. Il vise donc à graver ces informations et à les diffuser largement.

La trajectoire de ce projet peut être appliquée à d'autres projets dans le sens où le projet a initialement rassemblé un cercle restreint d'acteurs pour ensuite ouvrir graduellement le panel du public cible. Il est donc important de définir à l'avance quel public vise-t-on et quel message souhaite-t-on faire passer lors d'un événement. L'intérêt du projet est également qu'il a allié l'organisation d'évènements (visant à mobiliser les acteurs et éventuellement favoriser les partenariats) avec des analyses de processus et recommandations, que l'on pourrait plus caractériser de production intellectuelle.

## **2. Degré d'atteinte des objectifs :**

Les objectifs du projet sont les suivants :

- *montrer l'intérêt et l'importance – pour les chercheurs, la recherche, les divers acteurs, pour la société - de l'implication des partenaires associatifs dans la recherche à travers l'exemple de la sélection participative, qui est au croisement de l'agriculture durable, environnement et alimentation*

Les divers séminaires ont permis de montrer à travers des expériences en matière de sélection participative que la recherche suppose l'implication de multiples acteurs qui se réfèrent à des réalités qui leurs sont propres. En effet, les acteurs impliqués appartiennent à des champs professionnels différents, et ont donc des référentiels différents, en fonction de leurs expériences et formations. Ils se confrontent parfois et travaillent en partenariat, pour construire un processus de collaboration et s'orienter vers le but qu'ils se sont fixés ensemble. Le partenariat permet au chercheur de remettre en adéquation ses outils avec la réalité du terrain, tout comme le regard du chercheur va aider les partenaires de terrain à avancer dans leur questionnement et modifier éventuellement leurs pratiques. Les différents acteurs des projets de sélection participative ont pu, lors des séminaires que nous avons organisés ou des entretiens réalisés, discuter de leurs expériences et présenter les contraintes auxquelles ils se confrontent ainsi que la façon de les faire évoluer. Ils sont également revenus, par exemple, sur la façon de faire remonter des questions de recherche ou se mobiliser pour faire évoluer la réglementation. La mobilisation d'acteurs au sein d'associations a permis de favoriser l'émergence et la diffusion des expériences autour de sujets singuliers et de nouveaux champs de recherche, en permettant de partager des visions et des programmes de recherche. Il s'agit d'un processus dynamique de compagnonnage. Les résultats scientifiques et les variétés développées sont un des résultats attendus (sachant qu'un sélectionneur de métier met 12 à 14 ans à développer une variété de blé). Mais les ouvertures créées chez chaque partenaire par cette reconnaissance mutuelle de leur savoir et savoir-faire propres en sont l'apport principal.



- *crédibiliser ces pratiques en établissant les méthodologies et les processus permettant de mener à bien des projets de recherche participative*

Les séminaires et le forum y participent pleinement. Le premier séminaire a permis de rassembler et de donner un espace d'échanges aux acteurs de la sélection participative : paysans, chercheurs, techniciens-animateurs des projets de sélection participative. Les discussions, analyses et recommandations émises visent à permettre de pérenniser ce genre d'expériences. Le deuxième séminaire, à l'attention des chercheurs intéressés par la recherche participative, a permis de revenir sur les processus permettant de mener à bien des projets de recherche participative mais aussi des contraintes institutionnelles et organisationnelles. Il a également contribué à diffuser les expériences de sélection participative à un plus grand nombre de chercheurs, en inscrivant ces expériences au cœur des discussions du séminaire. La mise en relief de thématiques inhérentes à la sélection participative, leur articulation avec les préoccupations de chercheurs de disciplines similaires ou autres, et la richesse des discussions entre chercheurs de toutes disciplines ont permis de souligner des processus afin de mener à bien des projets de recherche participative.

- *définir concrètement les conditions qui assurent une véritable participation des acteurs de terrain tout au long du processus : définition et co-pilotage des projets, réalisation des recherches et diffusion*

Les éléments apportés à l'objectif précédant sont parfaitement applicables pour cet objectif-ci. De plus, le suivi et l'analyse de l'expérience de sélection participative en cours vise à apporter des éléments d'analyse dont puissent se saisir les acteurs du projet. Ce projet s'inscrit dans le cadre du projet européen *Solibam – Strategies for Organic and Low-Input Integrated Breeding and Management*. Le livret « Les visions paysannes de la recherche dans le contexte de la sélection participative » présente également des éléments d'analyse de projets en sélection participative. Parmi les conditions qui assurent une véritable participation des acteurs de terrain tout au long du processus, on peut citer quelques éléments :

- le partage des savoirs

De nombreuses passerelles ont pu être ainsi établies autour des plantes entre le monde des savoirs scientifiques et le monde des savoirs paysans, populaires ou dit des praticiens. Dans la pratique quotidienne, les interactions permettent aux acteurs dont les savoirs et méthodes divergent de cheminer ensemble tout en s'enrichissant du savoir et des expériences de l'autre. L'importance du respect de tous les savoirs, qu'il s'agisse de celui du chercheur ou celui du paysan (le rapport à la plante, l'approche intuitive ou intellectuelle, la part de mystère, etc) est une condition à la mise en place des projets. Par exemple, dans le projet de croisements de blé tendre, les apports mutuels de la chercheuse en génétique Isabelle Goldringer et du paysan Jean-François Berthelot leur ont permis à tous deux d'avancer dans leur recherche, l'un à côté de l'autre. L'analyse scientifique et les connaissances du paysan s'en trouvent renforcées mutuellement.

Extrait de l'analyse du projet : « ce que je faisais c'était la gestion des populations qui était très théorique, même si on s'appuyait sur l'expérimentation. Mais l'expérimentation, elle était en station. Et je trouvais que ça n'allait pas, que ça ne pouvait avoir un sens que si ça pouvait s'appuyer sur des acteurs locaux. » « On a énormément discuté des mécanismes d'évolution, c'est-à-dire comment les populations variables pouvaient évoluer. C'est là-dessus que j'avais travaillé. Donc il était très demandeur de comprendre le fait que les blés pouvaient quand même se croiser un petit peu même si c'était une espèce autogame, quel rôle pouvaient jouer les mutations » (I. Goldringer)

- l'interdisciplinarité

Les expériences de sélection participative s'inscrivent également dans l'interdisciplinarité à travers les





différents savoirs scientifiques qui les composent : génétique (la dimension écologique de l'interaction avec variation génotype x environnement), ethnologie (le savoir paysan), agronomie (l'association des pratiques culturelles avec les semences paysannes), nutrition, sociologie (la mise en réseau et la contractualisation entre les différents acteurs), philosophie (l'ethos).

Ainsi, les apports d'une discipline, souvent les sciences humaines, peuvent être utiles à des chercheurs d'autres disciplines pour regarder en arrière, analyser leurs pratiques ou les aider à établir une méthode de travail. Par exemple les acteurs du projet Diverba (fourragères) ont mis en avant l'importance qu'il incombe d'attacher au processus, aux interactions, plus qu'au produit (la variété mise au point) en lui-même, et au sens que les acteurs donnent au projet.

- la reconnaissance scientifique

La nécessaire reconnaissance scientifique pour les chercheurs, par leurs pairs, de travaux réalisés dans le cadre de recherche participative, est un aspect qui avait été mis en avant dans l'écriture du projet avec le but de « crédibiliser ces pratiques en établissant les méthodologies et processus permettant de mener à bien des projets de recherche participative ». Au fil du projet, il est vite apparu que l'atteinte de cet objectif se faisait aussi par une reconnaissance scientifique des autres partenaires, en l'occurrence les paysans. En effet, pour les paysans du RSP, un des enjeux majeurs des projets de sélection participative est de permettre de faire reconnaître le caractère scientifiquement innovant de leurs travaux (création variétale et établissement d'une méthodologie de sélection) grâce au partenariat avec les chercheurs qui ont eux autorité scientifique.

On remarque donc qu'on donne une illustration concrète d'un autre des objectifs du projet, « montrer l'intérêt et l'importance de l'implication des partenaires associatifs dans la recherche ». Un des enjeux de partenariats dans la recherche est alors d'acquérir une légitimité comme acteur dans son propre domaine. Le RSP acquiert donc à travers ses projets une légitimité à s'affirmer comme un acteur de poids en agriculture, pour la promotion de la biodiversité cultivée et des variétés paysannes conservées et mises au point par les paysans du RSP. Le RSP est légitimé pour intervenir dans la modification de la réglementation, amener d'autres chercheurs à travailler avec le RSP et intervenir par exemple dans d'autres projets dont les partenaires soient autres que des chercheurs (appels à projets régionaux par exemple). Le processus, c'est-à-dire le partenariat, est un moyen d'atteindre pour le RSP sa fin, ses objectifs internes. Tout comme le partenariat pour le chercheur permet d'analyser les pratiques de terrain et de contribuer à modifier le monde qui l'entoure, en l'occurrence les pratiques et règles concernant la biodiversité cultivée.

- L'implication de tous les acteurs, de la formulation des nouvelles questions de recherche, à l'explicitation et à la validation des méthodes de travail, à la mise en discussion des résultats.
- L'animation d'un projet de sélection participative

Le rôle d'un acteur-clé dans la réussite des partenariats et la véritable participation des acteurs de terrain tout au long du processus, l'animateur, a été régulièrement mis en avant par les participants des projets de sélection participative. En tant qu'interface entre les chercheurs et les paysans, il participe à la création de partenariats. En effet, il contribue à la diffusion de pratiques isolées, au repérage de nouveaux acteurs (chercheurs, paysans ou autres), à l'établissement de buts communs entre acteurs appartenant à des mondes professionnels différents. Proche des paysans mais souvent issu de formations similaires de celle des scientifiques, il est une courroie de transmission entre les deux mondes. En assurant aussi la médiation entre les différents acteurs, à la formulation ou pendant le déroulement du projet, il contribue à sa réussite éviter les incompréhensions.

Enfin, les programmes de recherche participative sont des programmes collectifs et une structure collective



est nécessaire, association formelle ou non. C'est l'animateur qui permet le fonctionnement de cette structure, qui recherche les financements, qui fait circuler l'information, organise les rencontres et les partages de savoirs et savoir-faire. C'est souvent là que se situe d'ailleurs la limite la plus sérieuse à son action, car il doit passer un temps de plus en plus important, au fur et à mesure du développement des actions collectives, sur des tâches administratives et de recherche de financements au détriment des actions de terrains et de mise en réseau. C'est une conséquence de la limitation dans le temps des financements et pour une plus grande efficacité, les soutiens aux associations devraient également être engagés pour plusieurs années.

Des contraintes se posent durant les différentes étapes d'un projet : avant, pendant, à la fin et après. Un projet naît de la définition d'objectifs à remplir, mais avant tout d'une envie commune des partenaires de travailler ensemble, avec des buts partagés. Les acteurs parfois ne se connaissent pas, et ne fonctionnent pas de la même façon. Il faut prendre en compte les langages différents (l'anglais des publications/le français des échanges), de temporalités différents (par exemple temps des récoltes/temps des publications), et les lexiques différents (protocoles, témoins, répétitions, magie, sensibilité, intuition). Plusieurs éléments énoncés ci-dessous permettent de donner des pistes sur lesquelles s'acheminer pour garantir la participation de tous les acteurs à toutes les étapes des partenariats, mais également la réussite des partenariats et des projets menés.

- le facteur humain et le réseau social

Les dispositifs mis en place, dans le cadre d'un partenariat entre paysans et chercheurs, sont souvent très fragiles. Leur résistance tient souvent aux personnalités des uns et des autres qui ont appris à se connaître et à se faire confiance. Ils mettent souvent en avant le fait que si un des acteurs s'en va, le projet pourrait s'effondrer. La réussite des projets de sélection participative, tout comme celle des partenariats de façon générale entre associations, chercheurs et citoyens, tient beaucoup au facteur humain. Chaque projet est le résultat d'une construction bien spécifique.

- La méthode/le processus

La réussite d'un projet en partenariat repose autant sur les résultats, que sur le processus de co-construction des savoirs « On a un enjeu de développer réellement ces variétés adaptées aux attentes des paysans. Un enjeu de co-construire pour l'avenir, pour eux, éventuellement pour d'autres, une manière de travailler en sélection participative. On est tout le temps dans les deux. On peut avoir le côté interaction et co-construction qui marche bien, et avoir la manipulation qui rate, ou le contraire. Ou les deux qui marchent. » Isabelle G.

La rédaction d'une convention est un excellent outil méthodologique pour servir de comparaison pour la construction d'autres projets de recherche participative. Cette convention contient par exemple :

- poser le problème à la base, avec des objectifs communs, et le reposer par la suite. Tenir une chronique sur ce que produit le projet, quelles décisions sont prises, c'est-à-dire laisser des traces pour témoigner du changement produit et pouvoir en rendre compte.
- quels sont les partenaires et acteurs impliqués, afin de mettre en place une division du travail appropriée, par exemple avec le tryptique paysan-animateur-chercheur.
- qui communique quoi sous quelle forme ?
  - communication académique
  - communication auprès du grand public
  - communication entre les partenaires
- S'engager à ce que la diffusion des résultats doit se faire, quels que soient les résultats



- Ce qui ne s'écrit pas mais qui est implicite et partagé par tous les acteurs : le respect d'un code de conduite (l'ethos).
- Le montage d'un projet et le financement alloué :

- un financement dans la durée, sur plusieurs phases :

Il est important, pour le financement spécifique de la recherche, de faire comprendre aux bailleurs, aux institutions et aux politiques, que, pour une plus grande efficacité, les soutiens aux associations devraient également être engagés pour plusieurs années. Il est important d'insister sur la nécessité d'accorder du temps aux programmes de recherche et de permettre plusieurs phases : une phase de construction d'au moins deux ans, une phase expérimentale longue d'au moins 7 ans, et une phase de communication et de diffusion de 2 ou 3 ans également. Ces phases s'enchaînent mais l'engagement de financement doit être formulé sur la totalité du programme. Ceci sera le gage d'une réelle co-construction et non pas d'un simple "participation" dans un programme consistant à mettre des parcelles à disposition, éventuellement contre une indemnisation. Si les paysans sont consultés dès le départ et partagent la conception du projet, les idées et les savoirs seront échangés et le chercheur pourra vraiment voir l'effet de la sélection paysanne.

- un financement qui autorise la participation de tous les partenaires nécessaires, avec un minimum d'acteurs permanents sur le projet, ce qui est important pour instaurer et maintenir un rapport de confiance. L'implication des partenaires non-institutionnels passe par une rémunération/dédommagement pour la participation au projet.

Par exemple, dans le montage de Solibam, le RSP pressenti depuis le début pour être le partenaire naturel sur plusieurs espèces n'a pas toutefois pu être officiellement retenu, le programme européen ne reconnaissant que des institutions scientifiques comme partenaire. Il fut donc prévu que le RSP soit sous-traitant sur le programme des croisements de blé.

Concernant les paysans, il est important de pouvoir être remplacé quand le travail à la ferme n'est pas fait, et donc de prévoir dans les budgets la rémunération pour la personne qui reste à la ferme. Ces coûts doivent être intégrés de façon plus forte dans les projets mis en place.

- un financement qui permette le partenariat du début à la fin du projet :

Il faut absolument prévoir un budget de traduction qui permette à tous les acteurs d'un programme de comprendre, interpréter et discuter les résultats des recherches auxquelles ils collaborent. Les paysans qui participent aux programmes de recherche vivent mal la domination de l'anglais comme seule langue scientifique, et le fait que l'interprétation des résultats d'analyse faites sur leur terre ne leur soit pas accessible.

Beaucoup de difficultés viennent du manque de contacts et d'échanges : les moments d'interactions entre les différents acteurs du projet sont variés mais trop limités et devraient être plus récurrents, comme des réunions pluri-annuelles, la co-rédaction de rapports, ou l'analyse systématique des données à plusieurs. « jusqu'où aller dans l'interaction chercheurs-paysans notamment dans les publications ? ». Les modalités doivent être précisées par les acteurs. L'importance des réunions pour se rencontrer, discuter des stratégies

- Les lieux et événements propices aux échanges

Au vu du déroulement des différents séminaires et du forum, la possibilité pour les acteurs principaux de la sélection participative/recherche participative est facilitée par le regroupement en petits collectifs ne dépassant pas les 30 à 40 personnes (séminaires ou ateliers pendant le forum). Le fait que chacun se présente et émette ses motivations à participer à un séminaire favorise les échanges d'expériences. L'esprit du lieu influence également fortement la teneur des échanges et l'ambiance générale d'un événement : un amphithéâtre formalise et aurait tendance à bloquer les échanges, alors qu'une réunion qui se tient dans



une salle entourée de nature, et ponctuée par des marches récréatives stimule les esprits.

- La capitalisation des expériences et la mutualisation des résultats

Il est nécessaire de prévoir, dans la construction et le financement des projets, de donner du temps aux échanges réguliers et aux retours sur expériences afin de capitaliser de manière systématique sur ce qui a été accompli. Les acteurs de toutes les parties expriment l'envie d'un autre temps, de prendre le temps de discuter de ce qui se fait, des résultats, de prendre un temps pour la respiration, alors que la recherche exige une course perpétuelle. Est-ce que le fait qu'il n'y ait pas de récolte ou de croisement pendant un an pose problème ? Mais les rythmes des programmes sont en décalage avec le rythme paysan. Les bailleurs devraient proposer des financement pour permettre la capitalisation des expériences. Une période d'un an pour le faire paraît un minimum. Par ailleurs, les questions entre chercheurs et paysan, hors du temps, hors programme sont importantes et par la même occasion nourrissent de futurs programmes.

- *montrer la pertinence de la sélection participative pour répondre aux objectifs de réduction drastique des produits phytosanitaires (objectif d'Ecophyto 2018) de lutte contre les changements climatiques, de protection de la biodiversité sauvage et de valorisation de la valeur intrinsèque de la biodiversité cultivée*

Les échanges à travers les séminaires ou enquêtes ont permis de mettre en valeur les pratiques liées à la sélection participative qui s'inscrivent dans un cadre général de respect des pratiques de l'agriculture biologique ou paysanne à faibles intrants. Ces pratiques, parce qu'elles se basent sur une compréhension holistique du vivant, favorisent les capacités de génération du monde vivant. Nos études montrent que la sélection participative permet la remise en culture dans les champs de nombreuses variétés anciennes délaissées, voire oubliées par les agriculteurs, paysans, jardiniers et chercheurs. Certaines expériences font déjà apparaître des variétés adaptées à un terroir spécifique. D'autre part, la communication qui est faite autour des projets en matière de sélection participative permet tout un travail de valorisation des actions en faveur de la biodiversité agricole, donc de la biodiversité cultivée, auprès des paysans, des institutions et surtout du grand public. En effet, la biodiversité cultivée est souvent éclipsée par les questions de conservation de la biodiversité sauvage, qu'elle promeut également grâce aux pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et à une plus grande multiplicité des variétés cultivées.

### **3. Difficultés rencontrées :**

La réalisation des différentes étapes du projet s'est bien déroulée. On peut l'attribuer à la bonne communication entre la FSC et le RSP, la disponibilité et le dynamisme des différents acteurs sollicités, tels que paysans, chercheurs, mais aussi intervenants pour le forum, par exemple.

Les difficultés rencontrés ont été peu nombreuses.

- Difficultés liées à l'organisation du séminaire à l'attention des chercheurs :

En effet, l'organisation de ce séminaire adressé aux chercheurs qui s'intéressent à la recherche participative a suivi un cheminement complexe. Nous l'avons défini dès le début du projet comme un séminaire adressé à des chercheurs intéressés mais pas encore impliqués dans des processus de co-production des savoirs : « Seront envisagées des questions comme le changement nécessaire de paradigmes en recherche, expertise et innovation, les raisons de la réticence des chercheurs et des institutions vis-à-vis de la co-production et du co-pilotage, les objectifs et méthodes de la recherche publique, la gouvernance des institutions de recherche publiques. » En janvier 2011, nous sommes rentrés en contact avec Marianne Cerf, directrice de recherche au Département SAD (Sciences pour l'Action et le Développement) de l'INRA - et qui a été tout au



long de l'organisation notre interlocutrice privilégiée – ainsi que Jean-Marc Meynard, responsable du département SAD, et Bernard Hubert, directeur d'études à l'EHESS et directeur d'AgroPolis Montpellier, afin de co-organiser le séminaire entre FSC, RSP et le département SAD. Au séminaire d'Angers en février 2011, paysans et chercheurs se sont écoutés pour définir des principes communs. La vision des paysans pour la recherche a été consolidée pour souligner un besoin de bouleversement, un changement de paradigme scientifique. Il nous est apparu important que cette vision consolidée de la recherche soit la base du deuxième séminaire. C'est pourquoi nous l'avons intitulé « La vision paysanne de la recherche participative. Comment co-construire et mutualiser les connaissances sur les plantes ? ». Cette orientation sous-entendait une réflexion sur la recherche participative à partir de présentations et projets sur la sélection participative. L'enjeu consistait à expliquer au département SAD l'importance de présenter cette vision paysanne de la recherche, et d'ouvrir ensuite les discussions sur la recherche participative, et les contraintes institutionnelles et organisationnelles qui lui sont liées. Le point de blocage existant à un moment donné fut lié au manque de temps d'échanges et à la difficulté de se rencontrer physiquement autour d'une table, les agendas des uns et des autres ne permettant pas de trouver une date commune pour se rencontrer à Paris (en plus de l'éclatement géographique des différentes personnes concernées basées à Angers, Montpellier, Agen...). Il s'agissait de bien comprendre que le séminaire ne serait pas axé exclusivement autour de la sélection participative, domaine pour lequel le SAD ne se sentait pas légitime, mais traiterait de manière plus large la thématique de la recherche participative. Les échanges se sont finalement faits via Skype à comité réduit. La co-organisation a pu se maintenir grâce à un équilibre du temps des interventions SAD et FSC-RSP, c'est-à-dire un équilibre recherche participative-sélection participative, mais également à une compréhension mutuelle et partagée de l'intérêt et de l'orientation du séminaire par les uns et les autres. Nous étions, une fois de plus dans ce projet, dans un vrai processus de co-construction que nous avons réussi à mener jusqu'au bout !

- Difficultés liées à l'important engagement salarial :

L'engagement salarial de FSC, plus important qu'il n'avait été initialement prévu, fait également partie des difficultés rencontrées et inattendues. La chargée de projet, très compétente et engagée, passe pratiquement un temps plein (au lieu de 4/5 comme annoncé) sur le projet, en échange permanent avec la directrice. Son implication dans d'autres projets et activités de l'association s'en trouve ainsi réduit.

- le problème de disponibilité des acteurs en terme d'agenda : comment faire pour rassembler ?
- le problème de temporalité des acteurs : paysans sollicités en pleine saison des champs, chercheurs dans l'urgence des résultats de projets à soumettre, etc
- le séminaire chercheur a été qualifié par une partie organisatrice de « dialogue de sourds ».

A travers les difficultés rencontrées, notamment pendant l'organisation et le déroulement du séminaire chercheurs du 24 mai, plusieurs constats se sont imposés à nous. Le manque de dialogue entre les différents chercheurs fut dû au lieu en lui-même. Nous pensons qu'organiser un séminaire dans un lieu académique, l'AgroParisTech, montrerait les avancées en terme d'ouverture de recherche en agronomie, mais il a sans doute contribué à intimider les participants, sans leur donner une opportunité de discuter librement dans un lieu qui ne soit pas connoté. Il nous apparaît nécessaire d'organiser d'autres séminaires de la sorte, pour créer des espaces d'échanges, entre praticiens, entre chercheurs. Mais dans un lieu neutre, voire dans un lieu où les différentes parties peuvent s'exprimer. Les praticiens, notamment les paysans, sont beaucoup plus à l'aise et expansifs dans un cadre où le contact avec un environnement familier, un champ par exemple, est possible.

D'autre part, l'ensemble des organisateurs du séminaire n'a sans doute pas pris assez de temps – du fait de





la difficulté de se réunir lors de réunions d'organisation - pour mettre en place les conditions du dialogue, proposer une mise en scène suffisante pour concrétiser ensemble nos objectifs, et se rendre compte/avancer avec le fait que les enjeux sont différents pour les uns et les autres. Le département SAD ne souhaitait pas partir sur la base de récits d'expériences (et faire intervenir les acteurs avec qui ils avaient travaillé) car ce genre de séminaire a déjà eu lieu au sein du SAD. La volonté du département et de ses chercheurs était d'aller plus loin, de dépasser l'échange d'expériences. En effet, pour eux, la recherche participative n'est pas une pratique évidente et institutionnalisée. Aujourd'hui le discours n'est pas encore solide, ne peut pas convaincre. Il faut aller au-delà de la présentation d'expériences de recherche participative. Il faut être capable de produire un discours qui peut convaincre pour rendre la recherche participative légitime. Cette orientation n'était pas celle de la FSC qui voulait amener plus de chercheurs à s'intéresser à la recherche participative et aux projets menés au sein du RSP. Certes, il est possible que la présentation d'expériences puisse intéresser des chercheurs non-initiés afin qu'ils voient un fonctionnement concret de RP, mais il faut aussi bien réfléchir à la façon de les présenter pour donner envie et faire voir ce que cela suppose comme risques et comme pratiques. Mais il était difficile de faire cela dans l'espace dont on disposait. Nous nous sommes rendus à plusieurs questions et constats :

=> Qu'est-ce qui fait que le RP peut être différente de la recherche conventionnelle, avec des sujets, objets, acteurs, façons de penser distincts ? Comment faire pour que ça fonctionne au-delà du plaisir d'être ensemble ?

=> La recherche participative a un pouvoir transformateur, elle met en débat la construction de la visée. Mais quelle transformation voulons-nous ?

C'est dans cette optique que le projet ReSoRiv (Reconnaissance sociale et règlementaire de l'innovation variétale par la sélection participative, financé dans le cadre du 2ème appel à projet du programme REPERE) va chercher à rassembler des acteurs aux catégories professionnelles très marquées, différentes voire opposées, pour échanger sur leur vision de la production et de l'utilisation des semences. Il est important qu'un même lieu permette d'allier échanges théoriques et observations/expériences autour des semences paysannes pour produire et montrer leurs spécificités.

#### **4. La communication autour du projet :**

Le réseau créé lors du projet se différencie selon les événements et partenaires consiste en :

- pour la FSC :
  - Des liens ont été créés avec des chercheurs pour d'éventuels partenariats. Le projet a donc permis de se faire connaître auprès des chercheurs mais aussi d'un public plus large. Le forum à Rennes a été une réussite en terme de contacts et de création de réseau, avec les chercheurs, associations (beaucoup de liens ont été réactivés ou noués)
  - Des liens institutionnels ont été créés, d'une part avec le département SAD de l'INRA pour l'organisation du séminaire chercheurs, et d'autre part renforcés avec le Codespar (Conseil de Développement Economique et Social du Pays et de l'Agglomération de Rennes) qui connaissaient déjà FSC et a été d'un grand soutien pour l'organisation du forum (Salles, partenaires, communication, etc).
- Pour le RSP, le public a été beaucoup plus réceptif lors du forum. L'acceptation plus difficile par le milieu académique des pratiques de sélection participative s'est fait sentir lors du séminaire chercheurs qui s'est pourtant révélé un exercice intéressant, chacun pouvant prendre la mesure exacte des fossés ou barrières qui les séparent



- Il paraît très intéressant de noter que le réseau qui s'est créé s'est fait entre chercheurs ou entre mouvements de la société civile, sans générer une forte interpénétration chercheurs-société civile. Beaucoup d'organisations pro-agriculture durable ont eu l'occasion de re-nouer des liens lors du forum. Les chercheurs ont pu confronter leurs expériences lors du séminaire qui les réunissait. Les événements permettent aux chercheurs d'échanger et de confronter leurs expériences en matière de recherche participative, prendre du recul sur leurs pratiques, théoriser, apprendre des autres et aussi parfois se rendre compte que les uns et les autres rencontrent les mêmes difficultés. Nous avons eu des retours positifs à ce propos
- L'implication de l'association PEUV (Pour l'Emergence d'une Université du Vivant) a permis d'inscrire les préoccupations du projet REPERE dans un réseau plus large en croisant le projet transversal de PEUV qui mutualise les réflexions des organisations citoyennes et professionnelles autour du vivant: ITAB (Institut Technique de l'Agriculture Biologique), Nature et Progrès, MABD (Le Mouvement de l'Agriculture Bio-Dynamique), GIET (Groupe International d'Etudes Transdisciplinaires), Inf'OGM, FNAB (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique), RSP, BEDE, Institut Kepler. Le programme PEUV a ainsi permis l'édition d'une brochure en 1000 exemplaires issue du séminaire d'Angers ( Brac de la Périère R. A., de Kochko P., Neubauer C., Storup B., 2011, *Visions paysannes de la recherche dans le contexte de la sélection participative*, ed. PEUV) qui diffusera largement le travail de cette phase du projet REPERE.
- Le travail de valorisation et de diffusion des résultats s'est fait notamment via notre site Internet <http://sciencescitoyennes.org/>; le site internet du RSP <http://www.semencespaysannes.org/>; le site de PEUV <http://www.universite-du-vivant.org/>; et le site internet de l'association BEDE <http://www.universite-du-vivant.org/>.

### **5. Les effets :**

Les projets à partir desquels se basent les échanges sont pour beaucoup en cours et témoignent de la réussite des processus. On mesure à l'heure actuelle mal les effets du projet mais on peut d'ores et déjà préciser certains éléments :

- un nombre important de chercheurs a manifesté son intérêt pour la recherche participative : entre manifester son intérêt et passer à l'action, il y a un pas. D'autres événements doivent être organisés pour favoriser la mise en place d'un nombre plus important de projets de recherche participative.
- nombre de chercheurs ont exprimé leur satisfaction de disposer de plateformes pour échanger sur leurs expériences en cours de sélection/recherche participative. Le dialogue était plus facile pour ceux qui se connaissaient déjà et avaient déjà des expériences communes.
- Les effets attendus seraient une plus grande mise en place de partenariats de recherche
- Nous avons constaté une réelle demande de la part des acteurs au sein du RSP ou de manière plus large des acteurs de la société civile de pouvoir disposer d'un état de la recherche participative, notamment avec l'INRA. Leur but est de connaître les projets véritablement participatifs en France, pour ensuite disposer d'un argumentaire solide afin d'exemplifier quels sont en France les projets de *réelle* démocratie participative d'une part et de pouvoir interroger la politique de l'INRA d'autre part.



## **6. Les recommandations :**

- Dans la cadre du deuxième appel à projets du programme REPERE, FSC, RSP et l'INRA ont souhaité continuer sur la lancée de ce qui était actuellement mis en œuvre. L'obligation d'établir ce partenariat avec l'accord de la direction de l'INRA a considérablement entravé la mise au point du projet en fonction des attentes et besoins des chercheurs et praticiens. Un projet initial a été refusé par la direction, jugé trop « innovateur » ; un autre a été conseillé par l'INRA en fonction de ce qui avait déjà été fait et accepté ; il a fallu le retravailler jusqu'au bout. Ces contraintes ont réduit considérablement la possibilité d'être novateur et de faire émerger une question de recherche. Il est paradoxal de vouloir impliquer les citoyens dans la recherche tout en laissant les directions scientifiques des instituts seules pour décider de l'avenir d'un projet.
- FSC s'est retrouvé face au problème des 50% du financement total du projet versés en fin de projet. Ce fonctionnement est très dur pour le fonctionnement d'une petite association. Il a fallu faire une demande au Ministère afin de disposer d'un quart restant avant la remise des rapports finaux. En effet, l'avance des dépenses liées aux paiements des salaires, frais de déplacement et organisation d'événements constitue une forte contrainte de trésorerie. L'idéal serait de disposer d'un 25 % du montant total du financement à mi-parcours, à la remise des rapports de mi-parcours, et ensuite de disposer des 25% finaux à la remise des rapports finaux. La remise des 50% du financement total en début de projet, au moment de la signature de la convention, reste évidemment un préalable incontournable.